

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCE ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,  
DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**

AVENANT N° 41 DU 16 FÉVRIER 2012  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250616M

IDCC : 1686

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche soulignent l'importance qu'ils portent sur la résorption des inégalités entre les hommes et les femmes en rappelant aux entreprises qu'elles doivent mettre en œuvre les mesures de rattrapage tendant à remédier aux inégalités constatées en matière d'écarts de rémunération, entre les hommes et les femmes.

Ils souhaitent également rappeler le principe de l'égalité des femmes et des hommes dans l'accès à la formation professionnelle et à la promotion professionnelle dans des niveaux et catégories supérieurs mieux rémunérés.

Ils précisent que les dispositions ci-après doivent être mises en œuvre en stricte conformité avec les principes d'égalité professionnelle.

Article 1<sup>er</sup>

*Dispositions applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012*

Les minima conventionnels des salariés de la branche sont revalorisés, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012, dans les conditions définies ci-après.

*Salaires minima conventionnels mensuels des ouvriers,  
employés, agents de maîtrise*

Base mensuelle de 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE	
		MENSUEL	HORAIRE
I	1	1 400,54	9,23
	2	1 405,34	9,27
	3	1 414,97	9,33

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE	
		MENSUEL	HORAIRE
II	1	1 448,99	9,55
	2	1 485,84	9,80
	3	1 522,65	10,04
III	1	1 559,49	10,28
	2	1 596,31	10,52
	3	1 633,13	10,77
IV	1	1 685,98	11,12
	2	1 887,70	12,45
	3	2 087,85	13,77

*Salaires minima conventionnels des cadres*

Base mensuelle de 151,67 heures.

(En euros.)

POSITION	SALAIRE	
	ANNUEL	MENSUEL
I	24 769,98	1 898,08
II	30 935,21	2 370,51
III	36 977,66	2 833,54
IV	43 006,48	3 295,52

**Article 2**

*Champ d'application et entrée en vigueur*

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager du 26 novembre 1992. Il entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

**Article 3**

*Adhésion*

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

**Article 4**

*Dépôt et extension*

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension. Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 16 février 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FENACEREM.

**Syndicats de salariés :**

CSFV CFTC ;

FS CFDT.